

Compte-rendu de l'entretien Maire de Paris et intersyndicale enseignante le 05/02/2013

Présents ; le Maire de Paris et son cabinet, Mme Colombe Brossel, Maire adjointe chargée des affaires scolaires et deux représentants de chacune des six organisations syndicales de l'Intersyndicale (Cgt Éduc'action, Cnt-Ste, Se-Unsa, Snudi-Fo, Snuipp-Fsu et Sud Éducation).

Dans sa longue introduction, le Maire de Paris reconnaît que sur la question des rythmes scolaires, des questions se posent, il veut les aborder « avec franchise » et dans une dynamique de progrès. Il estime n'avoir jamais négligé la question scolaire en 12 ans de mandature : il a été « avec les enseignants quand ils étaient durement agressés par l'État » au cours des dernières années et, dans le même temps, a assuré les devoirs de la Ville (gestion et entretien des locaux...). Il dit ne pas être « resté neutre dans la défense de l'École ». Il se dit « conscient des difficultés pour les enseignants » à cause de cette réforme et insiste à plusieurs reprises sur le fait qu'il n'est « pas parfait » (en soulignant que nous non plus).

Il a défendu et continuera de défendre les spécificités parisiennes : le complément de décharge des directeurs (lequel ne touche pas toutes les directions d'école contrairement à ce que laisse entendre sa lettre aux enseignants) et les PVP. Il les maintiendra malgré les critiques (de la Cour Régionale des Comptes qu'il ne cite pas ?).

Il dit que comme élu local, il a une lourde responsabilité : « Dois-je ou ne dois-je pas appliquer la réforme des rythmes éducatifs ? ». Il répond à cette question : « Je la traite en fonction de l'intérêt des enfants, sans négliger les parents ni les enseignants ».

Le Maire de Paris est contre la semaine de 4 jours (comme les enseignants, fait-il remarquer, au moment de sa mise en place par X. Darcos). Il veut une application de la réforme dès la rentrée 2013 pour que cette question soit déconnectée des prochaines élections municipales.

Il a entamé sur cette question une vaste concertation : en rencontrant les parents d'élèves la semaine dernière, les personnels de la Ville hier, les organisations syndicales enseignantes aujourd'hui, même si, fait-il remarquer, il n'est pas leur employeur. Il ajoute : « mais je veux vous entendre parce que vous m'importez et que la réforme doit aussi vous être profitable ».

Le Maire de Paris veut éviter les faux procès et que nous prenions acte des informations :

- La semaine scolaire parisienne aura 4 jours ½.
- Les décharges de direction sont maintenues.
- Le rôle des PVP sur le temps scolaire sera maintenu voire amplifié : « il n'y aura pas de diminution du temps des PVP sur le scolaire », répondra-t-il pour être « clair » en réponse à une demande de précision d'une organisation syndicale, insistant pour que nous relayions cette information.
- Le périscolaire sera amélioré, notamment le temps de la cantine.
- La formation (création d'une filière ?) des animateurs sera renforcée.
- L'allongement de la pause méridienne est une piste envisagée, mais tout est possible.
- Tout ce qui aura lieu jusqu'à 16h30 sera gratuit.
- Les conditions de restauration en termes de sérénité et d'encadrement seront améliorées.
- L'offre périscolaire sera améliorée.

Le Maire est « conscient de la volonté des enseignants d'être dans leur classe » sur le temps de l'interclasse.

Il dit ne pas nous comprendre quand nous demandons le report de la réforme à 2014 : pourquoi une réforme, si elle est mauvaise en 2013, deviendrait-elle bonne en 2014 ? « Si je trouve un chemin pour vous aider, je l'emprunterai. Car comment est la communauté scolaire de ma Ville, cela m'importe », insiste-t-il. « Vous devriez me croire quand je dis que je suis disponible pour entendre les bonnes solutions. Je veux tout faire pour que cette réforme tire vers le haut et souhaite que chacun s'y sente mieux ».

Chaque organisation syndicale a pu enfin s'exprimer et, en particulier, ont été rappelées les revendications de l'AG parisienne portées par l'intersyndicale.

Pour la Cgt Educ'action, nous avons insisté sur plusieurs points :

- Ce qui préoccupe les enseignants, c'est plus les conditions pour la réussite de tous les élèves que la question, déconnectée du reste, des rythmes scolaires.
- Les rythmes scolaires sont un cache-misère et l'heure n'est pas à mettre un pansement sur les plaies béantes de l'Éducation après des années de saccage, mais à une vraie « réparation », une réforme ambitieuse de l'École. Il est des aspects prioritaires qui ne sont pas pris en compte (réflexion sur les programmes, abrogation du SMA, de l'aide personnalisée, rétablissement et développement des Rased, etc.).
- Les enseignants n'ont pas attendu la réforme des rythmes scolaires pour prendre en compte les différents niveaux d'attention des élèves au cours d'une journée, leur fatigabilité, etc. en adaptant la pédagogie, les différents temps d'apprentissage. C'est le temps de collectivité qui fatigue et, de sa réduction, il n'en est nulle part question.
- Difficile de croire à une amélioration du périscolaire et notamment de l'interclasse quand rien n'a été fait (ou si peu) depuis 12 ans pour améliorer la situation (sur 17000 non titulaires à la ville de Paris, 11000 vacataires sont toujours exclus du plan de titularisation mis en place en décembre).
- La réforme ne pourra se faire sans les différents acteurs de l'école (sans oublier les agents, les animateurs qui sont nombreux à être opposés au projet...).
- Le calendrier est beaucoup plus serré que ne le laisse entendre la Mairie puisque celle-ci a jusqu'au 31 mars pour demander ou non le report à 2014 et présenter son PEDT au DASEN qui doit le valider avant les vacances de printemps, fin avril ; élaborer un projet de qualité dans ces conditions est de toutes façons infaisable.

Après les interventions de chaque organisation syndicale, le Maire dit « continuer à travailler sur l'hypothèse de 2013. Mais 2014 est une autre hypothèse pour l'application de la réforme, comme « jamais »... Ce qui est une évolution au cours de l'entretien... Même s'il insiste encore sur sa volonté de voir ce « grand progrès social » à l'œuvre dès septembre 2013.

Il conclut en proposant aux organisations une ou deux réunions avant et/ou après les vacances d'hiver. Il souhaite que nous donnions notre avis : sur le mercredi ou le samedi, sur la pause méridienne... L'intersyndicale n'accède pas à cette demande ; elle décidera à l'issue de la rencontre de ne pas accepter, pas avant le 12 février.

Sur la forme, cet entretien est en rupture avec les récentes déclarations de B. DELANOË sur Radio-France, de B. JULLIARD dans l'Express et de F. CALANDRA lors du dernier conseil du 20^e arrondissement et sa diatribe contre les opposants à la réforme, « coalition des *impuissants* » (sic). Le temps est au brossage dans le sens du poil, à l'empathie... Mais nous ne laissons pas endormir par les qualités oratoires du Maire de Paris... Car sur le fond, à part des garanties sur les PVP, rien de nouveau...

Pour la Cgt Educ'action : Henri BARON et Antoine DIERSTEIN